



# Bulletin des Négociations de la Terre

Un service d'information sur les négociations de développement et d'environnement

Vol. 12 No. 56

Publié par l'Institut International du Développement Durable

Lundi 20 Octobre 1997

## REUNIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA CONVENTION-CADRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE 20-30 OCTOBRE 1997

Les septièmes sessions de l'Organe Subsidiaire chargé de la Mise en Œuvre (SBI-7) et de l'Organe Subsidiaire chargé de fournir des Avis Scientifique et Technique (SBSTA-7) commencent lundi 20 Octobre 1997 au Beethovenhalle de Bonn, en Allemagne. La huitième session du Groupe Ad Hoc sur le Mandat de Berlin (AGBM-8) s'ouvrira mercredi 22 Octobre.

### REUNIONS DEPUIS L'AGBM-7

**CONFERENCE DE LA MAISON BLANCHE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE:** Le Président Américain Bill Clinton a réuni la Conférence de la Maison Blanche sur le Changement Climatique, le 6 Octobre 1997, à l'Université de Georgetown à Washington DC. Diffusée en direct dans des universités et des collèges à travers tout le pays, la conférence consista en des allocutions d'ouvertures, des discussions de panels sur la science du réchauffement de la planète et le changement climatique, le rôle de la technologie et les retentissements économiques. Des discussions de panel locales devaient avoir lieu dans chacune des universités participantes. La conférence s'inscrivait dans le cadre des efforts fournis par la Maison Blanche en vue de susciter le soutien intérieur en faveur d'un traité établissant des limites juridiquement contraignantes aux émissions des gaz à effet de serre. Clinton déclara que les USA exigent de tous les pays des "engagements significatifs mais équitables," mais ne donna aucun détail sur la position qu'adopteraient les USA à Kyoto. Il fit savoir que son administration était divisée sur le sujet. Certains conseillers économiques doutent que les nouvelles technologies puissent être en mesure d'amoinrir le contrecoup de réductions strictes de la pollution. Clinton déclara aussi qu'il était convaincu que la valeur réelle de la science du changement climatique, les scientifiques participant à la conférence ayant affirmé que les grandes lignes de l'élévation des températures enregistrées ces dernières années étaient conformes aux prévisions informatiques en matière de réchauffement de la planète.

Plusieurs orateurs devaient appuyer l'idée préconisant que les USA et d'autres pays doivent lutter contre le réchauffement du globe, mais les économistes n'étaient pas d'accord sur l'action à entreprendre. Le panel des économistes offrit différents points de vue quant à la meilleure manière d'agir permettant de lutter efficacement contre le réchauffement de la Terre. L'un recommanda l'instauration d'une taxe sur le carbone, assortie de mesures compensatoires et d'incitations telles que la mise en place de systèmes de crédit favorisant les échanges en matière d'émissions et de crédits pour les projets d'épargne énergétique dans les pays en développement. Un autre affirma que faire pression sur les prix de l'énergie pouvait provoquer une récession pareille à celle qu'on a connue lors du choc pétrolier des années 1970. Un troisième

déclara que la décision de Clinton doit être basée sur une prise en compte d'un délai de "transition économique" permettant aux travailleurs de s'adapter aux changements. Pour de plus amples détails, contacter: le Bureau de la Politique Scientifique et Technologique de la Maison Blanche; tél.: +1 (202)395-7347.

**UNION DES SCIENTIFIQUES CONCERNES:** L'Union des Scientifiques Concernés s'est réunie le 30 Septembre 1997 à Washington, DC. Prés de 1500 scientifiques de 60 pays devaient y appeler à une action immédiate visant à infléchir les changements climatiques dus à l'homme. Les scientifiques, qui comptaient dans leurs rangs 98 lauréats du Prix Nobel, encouragèrent les dirigeants mondiaux à adopter un traité fort pour la lutte contre les rejets de carbone des combustibles fossiles qui sont à l'origine des changements climatiques que connaît le monde. Sans mesures rapides, ont-ils affirmé, le monde sera confronté à un avenir marqué par une élévation du niveau des mers, des tempêtes et des sécheresses plus intenses, des pénuries alimentaires, la propagation de maladies et des extinctions de formes de vie sauvage. La Déclaration émise par les scientifiques énonce que les dirigeants politiques du monde entier peuvent faire montre d'un nouvel intérêt vis à vis de la préservation environnementale et doivent renforcer les mesures volontaires par des engagements juridiques contraignants portant sur la réduction de manière significative les rejets de gaz à effet de serre des pays industrialisés, au-dessous de leurs niveaux de 1990, conformément à un calendrier à court terme. La Déclaration précise par ailleurs que le moment venu, les pays en développement devront à leur tour s'engager dans une limitation de leurs émissions. Les Pays industrialisés et les pays en développement doivent coopérer pour la mitigation des perturbations climatiques. Les scientifiques encouragent leurs collègues et tous les citoyens du monde à responsabiliser leurs dirigeants quant au problème de la menace que fait peser le réchauffement de la planète.

La Déclaration établit par ailleurs un certain nombre de liens et donne plus de détails sur les éventuels préjudices. Il y est noté, entre autres, que l'exploitation du bois et la déforestation pour l'agriculture continuent de ravager ce qui reste des forêts tropicales. L'utilisation de l'énergie basée sur les combustibles fossiles est en augmentation, et dans les pays industrialisés et dans le monde en développement, exacerbant les niveaux de carbone atmosphérique. Les efforts visant à renforcer la conservation énergétique et à en améliorer l'efficacité sont entravés par les coûts peu élevés de l'énergie et par des mesures d'incitations perverses qui encouragent le gaspillage. La Déclaration note aussi que l'industrie des assurances a reconnu les risques posés par l'évolution climatique. Elle évoque la rareté de l'eau et le problème de la sécurité alimentaire, notant que l'humanité utilisait aujourd'hui plus de la moitié de l'ensemble des sources d'eau douce accessibles. L'eau douce est la ressource la plus rare au moyen orient et en Afrique du Nord. Les efforts visant à maîtriser le problème de l'eau douce ne sont en train de réussir ni là-bas, ni dans l'Est Asiatique, ni ailleurs dans la région du pacifique.

Ce numéro du Bulletin des Négociations de la Terre <enb@iisd.org> a été rédigé par Paola Bettelli <paobe@sprynet.com>, Chad Carpenter, LLM <chadc@iisd.org>, Peter Doran <PF.Doran@ulst.ac.uk> et Steve Wise <swise@econet.apc.org>. Edition: Pamela Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur de la Publication: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Version Française: Mongi Gadhoum <mongi.gadhoum@enb.intl.tn>. Le financement du Bulletin est assuré par le Ministère Néerlandais de la Coopération pour le Développement, le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des Etats Unis par le biais de l'USAID. Un soutien général a été accordé au Bulletin pour l'exercice 1997 par le Département du Développement International (DID) du Royaume-Uni, le Ministère des Affaires Etrangères du Danemark, la Communauté Européenne (DG-XI), le Ministère Allemand de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Sécurité Nucléaire, les Ministères Autrichiens de l'Environnement et des Affaires Etrangères, le Ministère Suédois de l'Environnement, l'Office de l'Environnement Suisse et le PNUD. La version Française est financée par l'ACCT/IEPF avec l'appui de la Coopération Française et du Ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec. Le Bulletin peut être joint par tel au +1-212-644-0204 ou fax au +1-212-644-0206. L'IIDD peut être contacté par courrier au 161, Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le Bulletin des Négociations de la Terre appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des autres donateurs. Des extraits du Bulletin des Négociations de la Terre peuvent être utilisés dans d'autres publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du Bulletin sont transmises automatiquement à la distribution e-mail et sont accessibles à travers le serveur WWW Linkages au <http://www.iisd.ca/linkages/> sur l'Internet.

La production alimentaire mondiale semble être aujourd'hui dépassée par la croissance au niveau de la consommation et de la démographie. Il y a un large accord sur le fait qu'en la matière, la demande doublera d'ici 2030. Le changement climatique est susceptible d'exacerber ces problèmes alimentaires en exerçant un effet négatif sur les approvisionnements en eau, les conditions édaphiques, les tolérances de températures et sur les saisons culturales. Toujours selon la Déclaration, le changement climatique accélérera le rythme consternant de liquidation des espèces et en particulier des écosystèmes vulnérables. Pour plus d'information contacter l'Union des Scientifiques Concernés; e-mail: [ucs@ucsusa.org](mailto:ucs@ucsusa.org).

**SYMPOSIUM SUR L'ENERGIE PROPRE POUR LES PAYS EN TRANSITION ECONOMIQUE:** Tenu du 22 au 26 Septembre à Szentendre, en Hongrie, et organisé par l'Institut de Formation en Matière d'Énergie Renouvelable et d'Efficiency (REETI), ce symposium mit en présence plus de 125 représentants du monde industriel et financier et officiels gouvernementaux et non gouvernementaux pour un débat sur les opportunités de développement de projets touchant à l'efficacité énergétique et à l'énergie renouvelable, offertes aux pays d'Europe Centrale et du Sud Est qui se trouvent actuellement engagés dans une transformation économique. Le projet était développé en collaboration avec l'US Country Studies Program (CSP) et l'Initiative de Coopération Régionale de l'Europe du Sud Est (SECI) et axé sur le soutien de leurs programmes liés à l'énergie propre. Les participants devaient noter que la réunion a aidé ces pays à transformer leurs initiatives politiques en réalités de marché à travers le soutien au développement de l'investissement dans les segments de marché de l'énergie propre et la facilitation de plusieurs projets. Le Symposium était parrainé, entre autres, par le Ministère Hongrois de l'Industrie et du Commerce, le CSP, le Groupe de la Banque Mondiale et le Gouvernement des Pays-Bas. Pour de plus amples renseignements, contacter: REETI; tél.: +1(202)496-1417; +1 (202)496-1494; e-mail: [rhellers@aol.com](mailto:rhellers@aol.com).

**CINQUIEME CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE DIOXIDE DE CARBONE:** Cette conférence s'est tenue à Cairns, en Australie, du 8 au 12 Septembre 1997. Plus de 200 délégués de 25 pays devaient y discuter des derniers développements de la recherche sur le cycle carbonique du globe. Le programme était articulé autour de présentations, d'une demi-heure chacune, sur les résultats les plus thématiques, avec d'autres papiers présentés dans une série de sessions d'affiche diurnes et nocturnes. La conférence était organisée en séances consacrées à la couverture de papiers entrant dans le cadre des thèmes généraux des océans, de l'atmosphère et de la biosphère terrestre. Les séances réservées au thème des océans portèrent sur divers sujets, tels que les expérimentations de la fertilisation au fer, le taux d'absorption de CO<sub>2</sub> par les océans, et la modélisation du cycle carbonique des océans. Les sessions consacrées à l'atmosphère portèrent sur une gamme de tentatives de modélisation des variations du CO<sub>2</sub> atmosphérique à diverses échelles temporelles et sur des sujets tels que le contenu oxygène de l'atmosphère et la composition isotopique du CO<sub>2</sub>. Les papiers sur la biosphère terrestre se focalisèrent aussi sur les tentatives de modélisation du cycle carbonique terrestre et présentèrent les dernières découvertes sur la probabilité d'un effet de fertilisation par le CO<sub>2</sub> et sur la magnitude des évolutions actuelles en matière d'utilisation des terres.

Une bonne partie des débats dans plusieurs sessions s'est focalisée sur le "dispositif d'absorption manquant" et bien qu'il semble y avoir accord général que l'absorption s'effectue au niveau de la biosphère, il est certain qu'on est encore loin d'en avoir localisé l'élément exact. L'un des camps continue à favoriser les forêts des hautes latitudes sur la base des travaux de modélisation inversée de la répartition globale des anomalies isotopiques constatées dans le CO<sub>2</sub> atmosphérique. L'alternative émergente prône que l'élément d'absorption réside actuellement dans les forêts tropicales, avec pour preuve les résultats des expérimentations sur l'hypothèse de covariance dans le Bassin Amazonien, et le modèle des prélèvements carboniques dans la "biota" terrestre. De plus amples renseignements sur la réunion et son organisation sont disponibles sous forme synthétisée au [http://www.dar.csiro.au/pub/events.co2\\_conf/index.html](http://www.dar.csiro.au/pub/events.co2_conf/index.html)

#### QUATRIEME CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'UTILISATION DU DIOXIDE DE CARBONE (ICCDU-IV):

Cette conférence s'est tenue du 7 au 11 Septembre 1997 à Kyoto, au Japon, et a rassemblé 280 participants de 21 pays différents. Les participants devaient y entendre les présentations de 13 orateurs invités et 123 papiers leur furent présentés. La conversion catalytique du CO<sub>2</sub> et sa conversion biochimique dans l'atmosphère constituent les deux principaux thèmes d'environ 70% des présentations. Parmi d'autres sujets abordés: la photochimie, l'électrochimie, la fixation organométallique due au CO<sub>2</sub>. Les participants devaient entendre également des présentations concernant les sujets généraux de l'utilisation du CO<sub>2</sub>, tels que la stratégie de base du Japon relative aux contre-mesures permettant la mitigation du changement climatique et les actions de l'Agence Internationale de l'Énergie. Les délibérations seront publiées par Elsevier Science Publishers en Février 1998. Pour plus d'informations, contacter: Professeur Tomoyuki Inui, Université de Kyoto; tél.: +81 75 753 5682; fax: +81 75 771 7285; e-mail: [inui@scl.kyo-to-u.ac.jp](mailto:inui@scl.kyo-to-u.ac.jp)

#### REUNION DU PERPS SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L'ELEVATION DU NIVEAU DES MERS:

La Troisième Réunion du Programme Environnemental Régional du Pacifique Sud (PERPS) sur le Changement Climatique et l'Élévation du Niveau des Mers s'est déroulée à Nouméa, en Nouvelle Calédonie, du 18 au 22 Août 1997. Les Présidents de la réunion étaient les Représentants Gouvernementaux et les Administrateurs de la Samoa Américaine, des Iles Cook, de Kiribati et de Samoa et Vanuatu. Le Rapport de Synthèse du Président sur "Résultats et Besoins Futurs" énonça, entre autres, qu'une évaluation des informations scientifiques et de leur compréhension dans la région du Pacifique trouve son inspiration dans un certain nombre de sources. Ces informations montrent que dans la région, les températures ont augmenté de 0.10°C par décennie, et le niveau des mers a enregistré une élévation de 2mm/an. Il existe aussi des preuves que des phénomènes climatiques, tels qu'El Niño et les Oscillations de l'Hémisphère Sud (ENSO) exerceront un impact majeur sur les C.C. & E.N.M. Il est également reconnu que la région Pacifique joue un rôle important dans la compréhension du changement climatique de la planète.

Des études de vulnérabilité ont démontré que les Etats Insulaires du Pacifique sont hautement vulnérables aux C.C. & E.N.M. et que leurs capacités de réponse sont faibles. Leur aptitude à réagir doit être renforcée à travers la coopération régionale et internationale en matière d'éducation, de formation et de sensibilisation publique. Le Rapport de Synthèse aborde par ailleurs l'impact sur la santé humaine et stipule que les communautés nationales, régionales et internationale doivent se focaliser sur l'adaptation à l'actuelle variabilité naturelle et se préparer aux éventualités extrêmes. Les participants devaient également noter que l'étude menée par le PICC sur les dimensions économiques et sociales du changement climatique fait peu de références aux Etats Insulaires de la Région Pacifique. Ils notèrent que le rapport du PICC utilisait des modèles adaptés surtout aux économies développées et que toutes les îles y étaient traitées comme si elles étaient toutes pareilles. La plupart des gouvernements des Iles du Pacifique sont conscients de l'évolution climatique, mais souhaitent savoir ce qu'ils doivent faire pour aider à traiter le problème. La dimension culturelle implique l'exercice d'une influence environnementale à la fois sur l'homme et sur la culture. Les options pouvant faire partie de la réponse englobent: la migration; la réimplantation, et la décentralisation. Toutes ces options nécessitent une planification en raison des implications politiques qu'elles peuvent avoir. Ainsi, la future direction devra être recherchée de manière à ce que des stratégies de réponse puissent être planifiées et recommandées pour des adaptations futures. Pour de plus amples informations, contacter: South Pacific Regional Environment Program (SPREP), P.O. Box 240, APIA, Western Samoa; tél.: (685)21 929; fax: (685) 20 231; e-mail: [sprep@pactok.peg.apc.org](mailto:sprep@pactok.peg.apc.org)

#### A SUIVRE AUJOURD'HUI

**SBI:** Le SBI se réunira à partir de 10h pour l'examen des communications nationales.

**SBSTA:** Le SBSTA se réunira à 15h pour l'examen des communications des pays non visés à l'Annexe I, les activités de mise en œuvre conjointes et le transfert technologique.